

YMAGIS

Société anonyme au capital de 1 981 412,50 €

Siège social : 85-87 avenue Jean Jaurès – 92120 Montrouge

499 619 864 R.C.S. Nanterre

AVIS PREALABLE A L'ASSEMBLEE

Les actionnaires de la société sont informés qu'ils seront réunis en Assemblée Générale Mixte le **30 juin 2017** à 8 heures 30 au siège social d'Ymagis SA, 85-87, avenue Jean Jaurès – 92120 Montrouge, à l'effet de statuer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour

A caractère ordinaire :

1. Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016,
2. Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016,
3. Affectation du résultat de l'exercice,
4. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés – Approbation et/ou ratification de ces conventions,
5. Renouvellement de GRANT THORNTON aux fonctions de commissaire aux comptes titulaire,
6. Non renouvellement et non remplacement de l'Institut de gestion et d'expertise comptable IGEC aux fonctions de commissaires aux comptes suppléant,
7. Non remplacement et non renouvellement en qualité d'administrateur de SPARAXIS,
8. Montant des jetons de présence alloués aux membres du conseil,
9. Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président Directeur Général,
10. Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables aux Directeurs Généraux Délégués,
11. Ratification du transfert de siège social du 106, rue La Boétie – 75008 Paris au 85-87 avenue Jean Jaurès – 92120 Montrouge,
12. Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de faire racheter par la société ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L. 225-209 du Code de commerce, durée de l'autorisation, finalités, modalités, plafond,

A caractère extraordinaire :

13. Autorisation à donner au Conseil d'administration en vue d'annuler les actions rachetées par la société dans le cadre du dispositif de l'article L. 225-209 du Code de commerce, durée de l'autorisation, plafond,
14. Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration en vue d'émettre des

actions ordinaires donnant, le cas échéant, accès à des actions ordinaires ou à l'attribution de titres de créance (de la société ou d'une société du groupe), et/ou des valeurs mobilières donnant accès à actions ordinaires (de la société ou d'une société du groupe), avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées, durée de la délégation, montant nominal maximal de l'augmentation de capital, prix d'émission, faculté de limiter au montant des souscriptions ou de répartir les titres non souscrits,

15. Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par émission d'actions de préférence dans le cadre d'une attribution gratuite d'actions au profit des mandataires sociaux et du personnel salarié de la Société et des sociétés liées, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires,
16. Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression de droit préférentiel de souscription au profit des adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise en application des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail, durée de la délégation, montant nominal maximal de l'augmentation de capital, prix d'émission, possibilité d'attribuer des actions gratuites en application de l'article L. 3332-21 du code du travail,
17. Modification statutaire afin de permettre la mise en place d'un échelonnement des mandats,
18. Modifications statutaires,
19. Délégation à donner au Conseil d'administration pour mettre en conformité les statuts avec les dispositions législatives et réglementaires,
20. Pouvoirs pour les formalités.

TEXTE DES PROJETS DE RESOLUTIONS

À caractère ordinaire :

Première résolution - Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration, du Président du Conseil et des commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2016, approuve, tels qu'ils ont été présentés, les comptes annuels arrêtés à cette date se soldant par une perte de (23 039 747) euros

Seconde résolution - Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration, du Président du Conseil et des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2016, approuve ces comptes tels qu'ils ont été présentés se soldant par une perte (part du groupe) de (11 720 330) euros.

Troisième résolution - Affectation du résultat de l'exercice

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'administration, décide d'affecter l'intégralité de la perte de l'exercice 2016, soit la somme débitrice de (23 039 747) euros, en totalité au compte Report à nouveau, qui est ainsi porté d'un montant débiteur de (826 940) euros à un montant débiteur de (23 866 687) euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée constate qu'il lui a été rappelé qu'aucun dividende ou revenu n'a été distribué au titre des trois derniers exercices.

Quatrième résolution - Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés et approbation et/ou ratification de ces conventions

Statuant sur le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés qui lui a été présenté, l'Assemblée Générale approuve et, le cas échéant, ratifie les conventions nouvelles qui y sont mentionnées.

Cinquième résolution - Renouvellement de GRANT THORNTON, aux fonctions de commissaire aux comptes titulaire

Sur proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée Générale renouvelle GRANT THORNTON, dont le mandat arrive à échéance à l'issue de la présente Assemblée, aux fonctions de commissaire aux comptes titulaire pour une durée de six exercices soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle à tenir dans l'année 2023 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Il a déclaré accepter ses fonctions.

Sixième résolution – Non renouvellement et non remplacement de l’Institut de gestion et d’expertise comptable – IGEC aux fonctions de commissaire aux comptes suppléant

Sur proposition du Conseil d’administration, l’Assemblée Générale décide, après avoir constaté que les fonctions de commissaire aux comptes suppléant de l’Institut de gestion et d’expertise comptable – IGEC arrivaient à échéance à l’issue de la présente Assemblée, de ne pas procéder à son renouvellement ou à son remplacement.

Septième résolution – Non remplacement et non renouvellement de SPARAXIS, en qualité d’administrateur

L’Assemblée Générale après avoir constaté que le mandat d’administrateur de SPARAXIS arrivait à échéance à l’issue de la présente Assemblée décide de ne pas procéder à son renouvellement ou à son remplacement.

Huitième résolution - Montant des jetons de présence alloués aux membres du Conseil

L’Assemblée Générale décide de fixer le montant global annuel des jetons de présence à allouer au Conseil d’administration à cent trente mille euros (€130.000).

Cette décision applicable à l’exercice en cours sera maintenue jusqu’à nouvelle décision.

Neuvième résolution – Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d’attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président Directeur Général

L’Assemblée Générale, statuant en application de l’article L.225-37-2 du Code de commerce, approuve les principes et les critères de détermination, de répartition et d’attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables, en raison de son mandat, au Président Directeur Général, tels que présentés dans le rapport joint au rapport mentionné aux articles L.225-100 et L.225-102 du Code de commerce, présenté dans l’exposé des motifs.

Dixième résolution – Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d’attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables aux Directeurs Généraux Délégués

L’Assemblée Générale, statuant en application de l’article L.225-37-2 du Code de commerce, approuve les principes et les critères de détermination, de répartition et d’attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables, en raison de leur mandat, aux Directeurs Généraux Délégués, tels que présentés dans le rapport joint au rapport mentionné aux articles L.225-100 et L.225-102 du Code de commerce, présenté dans l’exposé des motifs.

Onzième résolution – Ratification du transfert de siège social du 106, rue La Boétie – 75008 Paris au 85-87 avenue Jean Jaurès – 92120 Montrouge

L’Assemblée Générale ratifie expressément la décision prise par le Conseil d’administration dans sa séance du 15 novembre 2016 de transférer le siège social du 106, rue La Boétie – 75008 Paris au 85-87 avenue Jean Jaurès – 92120 Montrouge, avec effet immédiat, ainsi que la modification corrélative des statuts.

Douzième résolution - Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de faire racheter par la société ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L. 225-209 du Code de commerce

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, autorise ce dernier, pour une période de dix-huit mois, conformément aux articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce, à procéder à l'achat, en une ou plusieurs fois aux époques qu'il déterminera, d'actions de la société dans la limite de 10 % du nombre d'actions composant le capital social, le cas échéant ajusté afin de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme.

Cette autorisation met fin à l'autorisation donnée au Conseil d'administration par l'Assemblée Générale du 30 juin 2016 dans sa huitième résolution à caractère ordinaire.

Les acquisitions pourront être effectuées en vue :

- d'assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action YMAGIS par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI admise par la réglementation, étant précisé que dans ce cadre, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite susvisée correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues,
- de conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe,
- d'assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et/ou de plans d'actions attribuées gratuitement (ou plans assimilés) au bénéfice des salariés et/ou des mandataires sociaux du groupe ainsi que toutes allocations d'actions au titre d'un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe (ou plan assimilé), au titre de la participation aux résultats de l'entreprise et/ou toutes autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du groupe,
- d'assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société dans le cadre de la réglementation en vigueur,
- de procéder à l'annulation éventuelle des actions acquises, conformément à l'autorisation conférée ou à conférer par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Ces achats d'actions pourront être opérés par tous moyens, y compris par voie d'acquisition de blocs de titres, et aux époques que le Conseil d'administration appréciera.

La société se réserve le droit d'utiliser des mécanismes optionnels ou instruments dérivés dans le cadre de la réglementation applicable.

Le prix maximum d'achat est fixé à 25 euros par action. En cas d'opération sur le capital, notamment de division ou de regroupement des actions ou d'attribution gratuite d'actions aux actionnaires, le montant sus-indiqué sera ajusté dans les mêmes proportions (coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre d'actions composant le capital avant l'opération et le nombre d'actions après l'opération).

Le montant maximal de l'opération est fixé à 19 814 125 euros.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de procéder à ces opérations, d'en arrêter les conditions et les modalités, de conclure tous accords et d'effectuer toutes formalités.

À caractère extraordinaire :

Treizième résolution - Autorisation à donner au Conseil d'administration en vue d'annuler les actions rachetées par la société dans le cadre du dispositif de l'article L. 225-209 du Code de commerce

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes :

- 1) Donne au Conseil d'administration l'autorisation d'annuler, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10 % du capital calculé au jour de la décision d'annulation, déduction faite des éventuelles actions annulées au cours des 24 derniers mois précédents, les actions que la société détient ou pourra détenir par suite des rachats réalisés dans le cadre de l'article L. 225-209 du Code de commerce ainsi que de réduire le capital social à due concurrence conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur,
- 2) Fixe à vingt-quatre mois à compter de la présente Assemblée, la durée de validité de la présente autorisation,
- 3) Donne tous pouvoirs au Conseil d'administration pour réaliser les opérations nécessaires à de telles annulations et aux réductions corrélatives du capital social, modifier en conséquence les statuts de la société et accomplir toutes les formalités requises.

Quatorzième résolution - Délégation de compétence à donner au conseil d'administration pour émettre des actions ordinaires donnant, le cas échéant, accès à des actions ordinaires ou à l'attribution de titres de créance (de la société ou d'une société du groupe), et/ou des valeurs mobilières donnant accès à actions ordinaires (par la société ou une société du groupe), avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes et conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment des articles L. 225-129-2, L. 225-138 et L. 228-92 du Code de commerce :

- 1) Délègue au conseil d'administration sa compétence à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de catégories de personnes ci-après définies, à l'émission :
 - d'actions ordinaires,
 - et/ou d'actions ordinaires donnant droit à l'attribution d'autres actions ordinaires ou de titres de créance,
 - et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires.

Conformément à l'article L. 228-93 du Code de commerce, les valeurs mobilières à émettre pourront donner accès à des actions ordinaires à émettre par toute société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital.

- 2) Fixe à 18 mois la durée de validité de la présente délégation, décomptée à compter du jour de la présente Assemblée.
- 3) Le montant nominal global maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 10 % du capital social existant au jour de la présente Assemblée,

A ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, la valeur nominale des actions ordinaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

Ce montant s'impute sur le plafond fixé en matière d'augmentation de capital par l'Assemblée générale du 30 juin 2016 dans sa dix-neuvième résolution à caractère extraordinaire.

Le montant nominal des titres de créances sur la société pouvant être ainsi émis ne pourra être supérieur à 25 millions d'euros.

Ce montant s'impute sur le plafond fixé pour l'émission de titres de créance par l'Assemblée générale du 30 juin 2016 dans sa dix-neuvième résolution à caractère extraordinaire.

- 4) Décide, conformément aux dispositions de l'article L. 225-138 du Code de commerce, que le prix d'émission des titres de capital assimilables à émettre de manière immédiate ou différée dans le cadre de la présente délégation de compétence sera fixé par le conseil d'administration et ne pourra être inférieur, au choix du Conseil, à l'un ou l'autre des montants suivants :
 - (i) le cours moyen pondéré de l'action de la Société sur le marché Euronext le jour précédant la fixation du prix d'émission, diminué éventuellement d'une décote maximale de 10% ; ou
 - (ii) 9,50 euros
- 5) Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires et autres valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre en vertu de l'article L. 228-91 du Code de commerce, au profit des catégories de personnes présentant les caractéristiques suivantes, à savoir :
 - (i) les personnes morales, sociétés d'investissement, trusts ou fonds d'investissement, de droit français ou étranger, investissant à titre habituel dans les secteurs numériques ou cinématographiques ; et/ou
 - (ii) les sociétés, françaises ou étrangères, ayant la qualité de partenaire commercial de la Société et exerçant une part significative de leurs activités dans les domaines numériques ou cinématographiques ;
 - (iii) les prestataires de service d'investissement français ou étranger ayant un statut équivalent susceptibles de garantir la réalisation d'une émission destinée à être placée auprès des personnes visées au (i) et au (ii) ci-dessus et, dans ce cadre, de souscrire aux titres émis.
- 6) Décide que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une émission visée au 1), le conseil d'administration pourra à son choix utiliser dans l'ordre qu'il déterminera l'une et/ou l'autre des facultés suivantes :
 - limiter le montant de l'émission au montant des souscriptions, dans les limites prévues par la réglementation,
 - répartir librement tout ou partie des titres non souscrits parmi les catégories de personnes ci-dessus définies.
- 7) Décide que le conseil d'administration aura toute compétence pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment :
 - a) d'arrêter les conditions de la ou des émissions ;
 - b) arrêter la liste des bénéficiaires au sein des catégories ci-dessus désignées ;
 - c) arrêter le nombre de titres à attribuer à chacun des bénéficiaires ;

- d) décider le montant à émettre, le prix de l'émission ainsi que le montant de la prime qui pourra, le cas échéant, être demandée à l'émission ;
 - e) déterminer les dates et les modalités de l'émission, la nature, la forme et les caractéristiques des titres à créer qui pourront notamment revêtir la forme de titres subordonnés ou non, à durée déterminée ou non ;
 - f) déterminer le mode de libération des actions et/ou des titres émis ou à émettre ;
 - g) fixer, s'il y a lieu, les modalités d'exercice des droits attachés aux titres émis ou à émettre et, notamment, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, ainsi que toutes autres conditions et modalités de réalisation de l'émission ;
 - h) suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés aux titres émis pendant un délai maximum de trois mois ;
 - i) à sa seule initiative, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation ;
 - j) constater la réalisation de chaque augmentation de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts ;
 - k) procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeur mobilières donnant accès à terme au capital ;
 - l) d'une manière générale, passer toute convention, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission et au service financier de ces titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés et plus généralement faire tout ce qui est nécessaire en pareille matière.
- 8) Prend acte du fait que le conseil d'administration rendra compte à la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire, conformément à la loi et à la réglementation, de l'utilisation de la présente délégation accordée au titre de la présente résolution.
- 9) Prend acte que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

Quinzième résolution –Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par émission d'actions de préférence dans le cadre d'une attribution gratuite d'actions au profit des mandataires sociaux et du personnel salarié de la Société et des sociétés liées, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires

Dans le cadre de la quinzième résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2015 (relative à la modification des statuts) ainsi que de la dix-septième résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2015 (relative à l'attribution gratuite d'actions de préférence), l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, en application notamment des dispositions des articles L.225-129-2 à L.225-129-6, L.225-135 et L.228-11 et suivants du Code de commerce :

- 1) Délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, sa compétence pour décider, avec suppression du droit préférentiel de souscription des porteurs d'actions ordinaires, une ou plusieurs augmentations de capital par voie d'émission d'Actions de Préférence ;

- 2) Décide que les Actions de Préférence ne pourront être émises que dans le cadre d'une attribution gratuite d'actions effectuée conformément aux dispositions des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce et que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour fixer, lors de la décision d'attribution gratuite d'Actions de Préférence, la date d'émission des Actions de Préférence à émettre ;
- 3) Délègue au Conseil d'administration tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, (i) pour créer une ou plusieurs catégories d'Actions de Préférence dont les caractéristiques seront déterminées par le Conseil d'administration dans le respect des dispositions statutaires de la Société telles que modifiées par la quinzième résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2015, lors de l'attribution gratuite d'Actions de Préférence conformément aux dispositions des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce, et (ii) pour procéder, lors de chaque émission d'Actions de Préférence réalisée en vertu de la présente résolution et de la dix-septième résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2015, à la modification corrélative des statuts en vue de préciser, si nécessaire, les caractéristiques de chaque catégorie d'Actions de Préférence émise ;
- 4) Décide que le montant nominal maximum des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 1.000 euros, étant précisé que ce plafond est fixé compte non tenu du montant nominal des actions à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement. En outre, le montant nominal cumulé des augmentations de capital par voie d'émission d'Actions de Préférence, susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente résolution et des seizième et dix-septième résolutions de l'Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2015, ne pourra excéder le plafond maximum légal d'émission d'actions de préférence sans droit de vote qui, au jour de la présente Assemblée Générale, est fixé au quart du capital social dans les sociétés dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé ;
- 5) Décide que la conversion des actions de préférence en actions ordinaires, s'il s'agit d'actions nouvelles et non d'actions existantes détenues par la Société, emportera renonciation des actionnaires au droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires nouvelles issues de la conversion ;
- 6) Décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente résolution, et notamment en vue de :
 - (i) déterminer le nombre d'Actions de Préférence, et fixer les modalités de leur émission et leur date de jouissance éventuellement rétroactive, les conditions de leur rachat et de leur éventuelle conversion,
 - (ii) déterminer, dans la limite du montant nominal maximum d'augmentation de capital fixé dans la présente résolution, le montant de l'augmentation de capital,
 - (iii) prendre, en conséquence de l'émission des Actions de Préférence, toutes mesures nécessaires destinées à protéger les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital, d'options de souscription ou d'achat d'actions ou de droits d'attribution gratuite d'actions et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, les stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, et suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières ou ces options et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires,
 - (iv) procéder, s'il le juge opportun, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celles des frais, droits et honoraires entraînés par la réalisation des émissions, le cas échéant prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque émission,

- (v) procéder à la libération intégrale des Actions de Préférence lors de leur émission, par incorporation au capital des réserves, primes ou bénéfices de la Société à due concurrence, et
- (vi) constater la réalisation des augmentations de capital résultant de la mise en œuvre de la présente résolution et procéder à la modification corrélative des statuts, ainsi qu'à effectuer toutes formalités et déclarations et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation et à la bonne fin des émissions.

La présente délégation est consentie pour une période de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée.

Seizième résolution - Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression de droit préférentiel de souscription au profit des adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise en application des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, statuant en application des articles L. 225-129-6, L. 225-138-1 et L. 228-92 du Code de commerce et L. 3332-18 et suivants du Code du travail :

- 1) Délègue sa compétence au Conseil d'administration à l'effet, s'il le juge opportun, sur ses seules décisions, d'augmenter le capital social en une ou plusieurs fois par l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société au profit des adhérents à un ou plusieurs plans d'épargne entreprise ou de groupe établis par la Société et/ou les entreprises françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-180 du Code de commerce et de l'article L.3344-1 du Code du travail.
- 2) Supprime en faveur de ces personnes le droit préférentiel de souscription aux actions qui pourront être émises en vertu de la présente délégation.
- 3) Fixe à vingt-six mois à compter de la présente Assemblée la durée de validité de cette délégation.
- 4) Limite le montant nominal maximum de la ou des augmentations pouvant être réalisées par utilisation de la présente délégation à 3 % du montant du capital social atteint lors de la décision du Conseil d'administration de réalisation de cette augmentation, ce montant étant indépendant de tout autre plafond prévu en matière de délégation d'augmentation de capital. A ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire des actions ordinaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des titres de capital de la Société ;
- 5) Décide que le prix des actions à émettre, en application du 1) de la présente délégation, ne pourra être ni inférieur de plus de 20 %, ou de 30 % lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan en application des articles L. 3332-25 et L. 3332-26 du Code du travail est supérieure ou égale à dix ans, à la moyenne des premiers cours cotés de l'action lors des 20 séances de bourse précédant la décision du Conseil d'administration relative à l'augmentation de capital et à l'émission d'actions correspondante, ni supérieur à cette moyenne.
- 6) Décide, en application des dispositions de l'article L.3332-21 du Code du travail, que le Conseil d'administration pourra prévoir l'attribution aux bénéficiaires définis au premier paragraphe ci-dessus, à titre gratuit, d'actions à émettre ou déjà émises ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société à émettre ou déjà émis, au titre (i) de l'abondement qui

pourra être versé en application des règlements de plans d'épargne d'entreprise ou de groupe, et/ou (ii), le cas échéant, de la décote ;

- 7) Prend acte que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

Le Conseil d'administration pourra ou non mettre en œuvre la présente délégation, prendre toutes mesures et procéder à toutes formalités nécessaires.

Dix-septième résolution - Modification statutaire afin de permettre la mise en place d'un échelonnement des mandats

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide :

- De permettre la mise en place d'un échelonnement des mandats de membres du conseil d'administration, conformément à la recommandation R9 du Code Middlednext ;
- De modifier en conséquence et comme suit l'alinéa 3 de l'article 16 des statuts, le reste de l'article demeurant inchangé :

« La durée des fonctions des administrateurs est de trois (3) années ; elles prennent fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat. Par exception et ce afin de permettre exclusivement la mise en œuvre ou le maintien de l'échelonnement des mandats, l'Assemblée Générale ordinaire pourra nommer un ou plusieurs membres du Conseil de Surveillance pour une durée de deux années ou une année. »

Dix-huitième résolution – Modifications statutaires

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide :

1) Concernant l'article 4 des statuts relatif au transfert du siège social :

- de mettre en harmonie les statuts avec les dispositions de l'article L. 225-36 du Code de commerce telles que modifiées par la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 ;
- de modifier en conséquence et comme suit l'alinéa 3 de l'article 4 des statuts, le reste de l'article demeurant inchangé :

« Il peut être transféré sur tout le territoire français par une simple décision du Conseil d'administration, sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire. »

2) Concernant l'article 15 des statuts relatif au droit de vote double :

- de simplifier sa rédaction et de remplacer en conséquence les trois premiers alinéas de l'article 15 des statuts, par le paragraphe suivant, le reste de l'article demeurant inchangé :

« Un droit de vote double, eu égard à la quotité du capital qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions nominatives, entièrement libérées, inscrites au nom d'un même actionnaire depuis deux (2) ans au moins, ainsi que, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit. »

3) Concernant l'article 25 des statuts relatif aux commissaires aux comptes :

- de mettre en harmonie les statuts avec les dispositions de l'article L. 823-1 du Code de commerce telles que modifiées par la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 ;
- de modifier en conséquence et comme suit l'alinéa 2 de l'article 25 des statuts, le reste de l'article demeurant inchangé :

« Lorsque le Commissaire aux comptes titulaire est une personne physique ou une société unipersonnelle, un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée. »

4) Concernant l'article 27 des statuts relatif à la convocation et au lieu de réunion des assemblées générales

- de mettre en harmonie les statuts avec les dispositions de l'article L.225-105 du Code de commerce, telles que modifié par l'ordonnance n°2010-1511 du 9 décembre 2010 ;
- de modifier en conséquence et comme suit l'alinéa 2 de l'article 27 des statuts, le reste de l'article demeurant inchangé :

« L'ordre du jour des Assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation ; toutefois, un ou plusieurs actionnaires peuvent, dans les conditions prévues par la loi, requérir l'inscription à l'ordre du jour de points ou de projets de résolutions. »

Dix-neuvième résolution – Délégation à donner au conseil d'administration pour mettre en conformité les statuts avec les dispositions législatives et réglementaires

L'Assemblée Générale, statuant en application des dispositions de l'article L. 225-36 du Code de commerce, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, délègue au Conseil d'administration sa compétence à l'effet de procéder aux modifications nécessaires des statuts pour les mettre en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires, sous réserve de ratification de ces modifications par la prochaine Assemblée Générale Extraordinaire.

Vingtième résolution – Pouvoirs pour les formalités

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un exemplaire, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités de dépôt et de publicité requises par la loi.

L'assemblée se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent.

Seuls pourront participer à l'Assemblée Générale, les actionnaires justifiant de l'inscription en compte des titres à leur nom ou à celui de l'intermédiaire inscrit pour leur compte au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée, soit le **28 juin 2017 à zéro heure**, heure de Paris :

- soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société,
- soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

Pour les actionnaires au nominatif, l'inscription en compte selon les modalités susvisées est suffisante pour leur permettre de participer à l'Assemblée.

Pour les actionnaires au porteur, l'inscription des titres dans les comptes de titres au porteur est constatée par une attestation de participation délivrée par le teneur de compte. Pour pouvoir participer à l'assemblée, cette attestation de participation doit être transmise par le teneur de compte à BNP PARIBAS Securities Services – CTS – Assemblées Générales – Les Grands Moulins de Pantin – 9, rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex, en vue d'obtenir une carte d'admission ou présentée le jour de l'assemblée par l'actionnaire qui n'a pas reçu sa carte d'admission.

A défaut d'assister personnellement à l'assemblée, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- a) Donner une procuration à la personne de leur choix dans les conditions de l'article L. 225-106 du Code de commerce ;
- b) Adresser une procuration à la société sans indication de mandat ;
- c) Voter par correspondance.

L'actionnaire au nominatif inscrit depuis un mois au moins à la date de l'avis de convocation recevra la brochure de convocation accompagnée d'un formulaire unique par courrier postal.

En toute hypothèse, au plus tard le vingt-et-unième jour précédant l'Assemblée, le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration sera mis en ligne sur le site de la société (www.ymagis.com).

A compter de la convocation, les actionnaires au porteur pourront, demander par écrit à BNP PARIBAS Securities Services – CTS – Assemblées Générales – Les Grands Moulins de Pantin – 9, rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex, de leur adresser ledit formulaire. Il sera fait droit aux demandes reçues au plus tard six jours avant la date de l'assemblée.

Ce formulaire devra être renvoyé, accompagné pour les actionnaires au porteur de leur attestation de participation. Le formulaire de vote par correspondance devra être reçu par les services de BNP PARIBAS Securities Services – CTS – Assemblées Générales – Les Grands Moulins de Pantin – 9, rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex, au plus tard le **26 juin 2017**.

Lorsque l'actionnaire désigne un mandataire, il peut notifier cette désignation en renvoyant le formulaire signé et numérisé par voie électronique, accompagné de la photocopie recto verso de sa carte d'identité et le cas échéant de son attestation de participation, à l'adresse suivante : investisseurs@ymagis.com. La procuration ainsi donnée est révocable dans les mêmes formes.

Les demandes d'inscription de points ou de projets de résolution à l'ordre du jour par les actionnaires doivent être envoyées au siège social par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par télécommunication électronique à l'adresse suivante : investisseurs@ymagis.com, de façon à être reçues au plus tard le vingt-cinquième jour qui précède la date de l'assemblée générale, sans pouvoir être adressées plus de vingt jours après la date du présent avis.

Les demandes d'inscription de points à l'ordre du jour doivent être motivées.

Les demandes d'inscription de projets de résolution devront être accompagnées du texte des projets de résolution, assortis, le cas échéant, d'un bref exposé des motifs, ainsi que des renseignements prévus au 5° de l'article R. 225-83 du Code de commerce si le projet de résolution porte sur la présentation d'un candidat au Conseil d'administration.

Une attestation d'inscription en compte devra également être jointe à ces demandes d'inscription de points ou de projets de résolution à l'ordre du jour afin de justifier, à la date de la demande, de la possession ou de la représentation de la fraction du capital exigée conformément aux dispositions de l'article R. 225-71 du Code de commerce. Une nouvelle attestation justifiant de l'inscription en compte des titres dans les mêmes comptes au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris devra être transmise à la société.

Le texte des projets de résolution présentés par les actionnaires et la liste des points ajoutés à l'ordre du jour à leur demande seront mis en ligne, sans délai, sur le site de la société (www.ymagis.com).

Les documents préparatoires à l'Assemblée énoncés par l'article R. 225-73-1 du Code de commerce seront mis en ligne sur le site internet de la société (www.ymagis.com) au plus tard le vingt et unième jour précédant l'assemblée.

Il est précisé que le texte intégral des documents destinés à être présentés à l'assemblée conformément notamment aux articles L. 225-115 et R. 225-83 du Code de commerce seront mis à disposition au siège social.

A compter de cette date et jusqu'au quatrième jour ouvré précédant la date de l'assemblée générale, soit le **26 juin 2017**, tout actionnaire pourra adresser au Président du Conseil d'administration de la société des questions écrites, conformément aux dispositions de l'article R. 225-84 du Code de commerce. Ces questions écrites devront être envoyées, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au siège social ou par voie de télécommunication électronique à l'adresse suivante : investisseurs@ymagis.com. Elles devront être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

Le Conseil d'administration

EXPOSE SOMMAIRE DE L'ACTIVITE DE L'EXERCICE ECOULE

Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2017

EVOLUTION DE L'ACTIVITE DE LA SOCIETE ET DU GROUPE EN 2016 – FAITS SIGNIFICATIFS

L'exercice 2016 a été caractérisé par une réorganisation des pôles «Content Services» et «Exhibitor Services» qui contiennent à présent respectivement 6 divisions dédiées à chaque profil de clients et 3 divisions dédiées aux exploitants de cinémas. Ces mouvements illustrent la stratégie du groupe de renforcer les pôles services dans le cadre de la fin programmée des revenus issus du modèle VPF.

Les principaux événements sont détaillés ci-dessous :

Acquisition de la société Cine Logistics

En février 2016, le groupe a fait l'acquisition de 100% du capital de la société Cine Logistics, le leader allemand des services logistiques auprès des distributeurs et des exploitants cinématographique germanophones.

L'acquisition de Cine Logistics a permis au groupe d'accroître le portefeuille produit sur le territoire germanophone et de renforcer son empreinte locale.

Acquisition de la société Christa Kistner Synchroproduktion

En mai 2016, le groupe a fait l'acquisition de 100% du capital de la société Christa Kistner Synchroproduktion, spécialiste allemand du doublage pour l'industrie du cinéma et de la télévision.

L'acquisition de Christa Kistner Synchroproduktion est venue enrichir de façon significative la gamme des services d'Eclair en Allemagne, en synergie avec les activités actuelles à Berlin et à Karlsruhe, en post-production, acheminement de contenus vers les cinémas et doublage/sous-titrage.

Fort de ce nouveau partenariat, le groupe a investi en Allemagne avec l'ouverture de deux studios d'enregistrement et d'un auditorium équipé en Dolby Atmos®.

Acquisition de la société ST'501

En juin 2016, le groupe a fait l'acquisition de 100% du capital de la société ST'501, spécialiste français du sous-titrage en direct pour l'industrie audiovisuelle.

L'acquisition de ST'501 vient renforcer l'offre sous-titrage du groupe (sous-titrage et interprétariat pour les sourds et malentendants, sous-titrage multilingue, sous-titrage pour des émissions de TV diffusées en direct ou pour des événements d'entreprises, et services d'audiodescription à destination des personnes aveugles ou malvoyantes).

Lancement du plan stratégique Perform 2020

En octobre 2016, lancement du nouveau plan stratégique « Perform 2020 » destiné à soutenir la croissance organique du groupe en remplacement de l'activité VPF, à retourner à la rentabilité du pôle Content Services et à renforcer les positions du groupe à l'international.

Rachat de l'actionnaire majoritaire de DSAT Cinéma

En novembre 2016, le groupe a racheté les 50,2% du capital de DSAT Cinéma, précédemment détenus par Eutelsat, suite à l'exercice de leur option de vente, conformément à l'accord conclu en juin 2015.

La détention de DSAT Cinéma à 100% permet au groupe de continuer sa consolidation du marché et l'intégration des différentes plateformes de livraison de contenu dématérialisé en Europe.

Acquisition de la société Tecnison

En novembre 2016, le groupe a fait l'acquisition de 100% du capital de la société Tecnison, un des leaders du doublage de contenus pour le cinéma, l'audiovisuel et le multimédia en Espagne.

L'acquisition de Tecnison permet au groupe d'élargir sa gamme de services pour les contenus mais également d'améliorer la rentabilité de la filiale espagnole.

Acquisition des activités d'acheminement de la société OpenSky

En novembre 2016, le groupe a signé un accord en vue de l'acquisition des activités d'acheminement de contenus auprès des cinémas de l'italien OpenSky. L'ensemble des actifs liés à cette activité ont été intégrés au sein d'une nouvelle entité italienne Opensky Cinema détenue à 100%, dédiée aux services de contenus du Groupe Ymagis. Les conditions suspensives ont été levées et l'acquisition est effective à compter du 13 janvier 2017

Cette acquisition complète les efforts de synergie et de rationalisation faits par le groupe pour atteindre les objectifs de rentabilité sur l'activité d'acheminement de contenus.

Accord avec l'exploitant Empire Cinemas

En décembre 2016, le groupe a signé un accord entre CinemaNext (dcinex) et le circuit Empire Cinemas pour superviser l'installation des systèmes de projection et audio, la maintenance, le monitoring et l'assistance technique, pour la totalité de son réseau de 14 complexes soit 127 écrans dont deux cinémas IMAX.

CinemaNext continue à renforcer son expertise dans le domaine de l'installation et la maintenance d'équipements cinématographiques au Royaume-Uni.

Augmentation de participation au sein de Kraftwerk

En décembre 2016, le groupe a augmenté sa participation au sein du capital de son partenaire biélorusse pour les activités de services aux exploitants Kraftwerk Weisrusland COOO («Kraftwerk») de 20% à 60%.

Cet accord permet de poursuivre la croissance des activités de CinemaNext dans les territoires russophones.

FAITS SIGNIFICATIFS & PRINCIPALES EVOLUTIONS AU COURS DE L'EXERCICE PAR SECTEUR D'ACTIVITE

Au cours de l'exercice, les trois secteurs d'activité du groupe ont évolué comme suit :

VPF

Le chiffre d'affaires du pôle **VPF** décroît de -5,8% à € 69,5 millions pour la première année suite à l'effet année pleine du recoupement de l'Autriche ainsi que des recoupements de la Pologne et de la République Tchèque courant d'exercice. Le pôle VPF représente 39% des ventes du groupe, contre 46,8% en 2015. Au 31 décembre 2016, le parc de salles déployées sous contrat VPF en Europe, s'établit désormais pour l'ensemble du Groupe à 5 922 écrans¹ répartis dans 15 pays d'Europe, contre 6 127 écrans dans 18 pays un an auparavant.

L'EBITDA évolue selon les mêmes proportions c'est-à-dire de -5,7%, et s'établit à € 52,7 millions.

L'EBIT croît de 19,5% à € 21 millions, en particulier grâce à la fin des amortissements des pays recoupés.

Les charges financières sont en diminution significative de € 2,6 millions, suite au remboursement des dettes. Il en résulte que le résultat courant avant impôt croît de € 6 millions à € 15,1 millions, soit 21,8% du chiffre d'affaires.

Les trois tableaux ci-dessous détaillent par pays le nombre total d'écrans VPF déployés par le Groupe aux 31 décembre 2016 et 31 décembre 2015, et leur répartition selon les modèles² « Tiers Investisseur » et « Tiers Collecteur » :

¹ Dans l'ensemble du présent rapport, et conformément aux usages de la filière cinématographique, les termes « écran », « salle » ou « salle de cinéma » sont employés indifféremment. Plus précisément et sauf indication contraire, ils signifient des salles de cinémas dont les cabines de projection ont été, ou seront selon le cas, équipées de matériel de projection numérique.

² Le financement des équipements de projection numérique permettant la perception de VPF par YMAGIS est proposé aux exploitants selon 2 modalités, afin de répondre au mieux à leurs attentes spécifiques :

- le modèle Tiers Collecteur, dans lequel l'exploitant finance lui-même ses équipements et facture à YMAGIS une contribution comptabilisée par le Groupe en charges externes ;
- le modèle Tiers Investisseur, dans lequel YMAGIS finance les équipements numériques généralement à travers de crédits-baux consentis par des organismes financiers, auxquels le Groupe reverse des loyers. Dans ce cas, YMAGIS facture à l'exploitant une participation, comptabilisée en chiffre d'affaires, représentant la part de l'exploitant dans le financement de l'équipement. Conformément aux normes IFRS, les loyers sont retraités en compte de résultat en charges financières pour la part correspondant aux frais financiers, et au bilan en diminution de la dette pour la part représentative du capital, les équipements correspondants étant inscrits à l'actif au bilan d'YMAGIS et amortis sur 8 ans.

Ces deux modèles de financement n'ont pas d'impact en termes de perception et de comptabilisation en chiffre d'affaires des VPF correspondantes, ni en termes de trésorerie, mais ils induisent une présentation différente des opérations dans le compte de résultat et au bilan d'YMAGIS.

Nombre total d'écrans VPF par pays :

| Nombre d'écrans VPF total | 31-déc-16 | | | 31-déc-15 | | | Ecart | %Var |
|---------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|--------------|
| | Ymagis | dcinex | Total | Ymagis | dcinex | Total | | |
| France | 1.114 | 0 | 1.114 | 1.114 | 0 | 1.114 | 0 | 0,0% |
| Espagne | 854 | 677 | 1.531 | 854 | 686 | 1.540 | -9 | -0,6% |
| Allemagne | 612 | 443 | 1.055 | 612 | 443 | 1.055 | 0 | 0,0% |
| Royaume Uni | 0 | 574 | 574 | 0 | 579 | 579 | -5 | -0,9% |
| Turquie | 0 | 408 | 408 | 0 | 408 | 408 | 0 | 100,0% |
| Bénélux | 200 | 162 | 362 | 200 | 173 | 373 | -11 | -2,9% |
| Portugal | 0 | 294 | 294 | 0 | 294 | 294 | 0 | 0,0% |
| Irlande | 0 | 180 | 180 | 0 | 180 | 180 | 0 | 0,0% |
| Grèce | 0 | 169 | 169 | 0 | 168 | 168 | 1 | 0,6% |
| Danemark | 0 | 120 | 120 | 0 | 120 | 120 | 0 | 0,0% |
| Bulgarie | 0 | 65 | 65 | 0 | 69 | 69 | -4 | -5,8% |
| Slovénie | 0 | 21 | 21 | 0 | 21 | 21 | 0 | 0,0% |
| Serbie | 0 | 17 | 17 | 0 | 22 | 22 | -5 | -22,7% |
| Croatie | 0 | 7 | 7 | 0 | 7 | 7 | 0 | 100,0% |
| Monténégro | 0 | 5 | 5 | 0 | 5 | 5 | 0 | 0,0% |
| République Tchèque | 0 | 0 | 0 | 0 | 83 | 83 | -83 | -100,0% |
| Pologne | 0 | 0 | 0 | 0 | 89 | 89 | -89 | -100,0% |
| Europe | 2.780 | 3.142 | 5.922 | 2.780 | 3.347 | 6.127 | -205 | -3,3% |

Nombre total d'écrans VPF par pays déployés sous le modèle Tiers Investisseur :

| Nombre d'écrans VPF total | 31-déc-16 | | | 31-déc-15 | | | Ecart | %Var |
|---------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|--------------|
| | Ymagis | dcinex | Total | Ymagis | dcinex | Total | | |
| France | 608 | 0 | 608 | 608 | 0 | 608 | 0 | 0,0% |
| Espagne | 479 | 677 | 1.156 | 479 | 686 | 1.165 | -9 | -0,8% |
| Royaume Uni | 0 | 574 | 574 | 0 | 579 | 579 | -5 | -0,9% |
| Allemagne | 76 | 443 | 519 | 76 | 443 | 519 | 0 | 0,0% |
| Bénélux | 152 | 162 | 314 | 152 | 173 | 325 | -11 | -3,4% |
| Portugal | 0 | 294 | 294 | 0 | 294 | 294 | 0 | 0,0% |
| Irlande | 0 | 180 | 180 | 0 | 180 | 180 | 0 | 0,0% |
| Danemark | 0 | 120 | 120 | 0 | 120 | 120 | 0 | 0,0% |
| Bulgarie | 0 | 65 | 65 | 0 | 69 | 69 | -4 | -5,8% |
| République Tchèque | 0 | 0 | 0 | 0 | 83 | 83 | -83 | -100,0% |
| Pologne | 0 | 0 | 0 | 0 | 89 | 89 | -89 | -100,0% |
| Europe | 1.315 | 2.515 | 3.830 | 1.315 | 2.716 | 4.031 | -201 | -5,0% |

Nombre total d'écrans VPF par pays déployés sous le modèle Tiers Collecteur :

| Nombre d'écrans VPF total | 31-déc-16 | | | 31-déc-15 | | | Ecart | %Var |
|---------------------------|--------------|------------|--------------|--------------|------------|--------------|-----------|--------------|
| | Ymagis | dcinex | Total | Ymagis | dcinex | Total | | |
| France | 506 | 0 | 506 | 506 | 0 | 506 | 0 | 0,0% |
| Allemagne | 536 | 0 | 536 | 536 | 0 | 536 | 0 | 0,0% |
| Turquie | 0 | 408 | 408 | 0 | 408 | 408 | 0 | 100,0% |
| Espagne | 375 | 0 | 375 | 375 | 0 | 375 | 0 | 0,0% |
| Grèce | 0 | 169 | 169 | 0 | 168 | 168 | 1 | 0,6% |
| Bénélux | 48 | 0 | 48 | 48 | 0 | 48 | 0 | 0,0% |
| Slovénie | 0 | 21 | 21 | 0 | 21 | 21 | 0 | 0,0% |
| Serbie | 0 | 17 | 17 | 0 | 22 | 22 | -5 | -22,7% |
| Croatie | 0 | 7 | 7 | 0 | 7 | 7 | 0 | 0,0% |
| Monténégro | 0 | 5 | 5 | 0 | 5 | 5 | 0 | 0,0% |
| Europe | 1.465 | 627 | 2.092 | 1.465 | 631 | 2.096 | -4 | -0,2% |

Content Services

Sous l'effet de la croissance externe, le chiffre d'affaires annuel du pôle **Content Services** est en forte hausse par rapport à l'an passé (+94%), et s'élève à € 47,5 millions en 2016, ce qui représente 27% des ventes du Groupe. Pour € 16,3 millions cette hausse provient de l'impact année pleine des activités du Groupe Eclair, acquises depuis le 1er août 2015.

Au cours de l'exercice 2016, le Groupe Ymagis a poursuivi sa stratégie d'expansion internationale et a renforcé ses activités de doublages, de sous-titrages et d'acheminement de contenus vers les cinémas, avec les acquisitions ci-dessous dont la contribution sur le chiffre d'affaires du Groupe s'élève à € 7,2 millions :

- Allemagne : Acquisition de Cine-Logistics au 1er janvier 2016 et Christa Kistner Synchronproduction 1er juillet 2016.
- France : Acquisition de ST'501 au 1er juillet 2016.
- Espagne : Acquisition de Tecnison au 1er novembre 2016.
- Luxembourg : Acquisition de DSAT au 1er novembre 2016.

Le tableau ci-dessous détaille les cinémas connectés par pays au 31 décembre 2015 et au 31 décembre 2016 en Europe. Le nombre de cinémas connectés – nets des doublons entre les réseaux SmartJog, Arqiva et DSAT - s'élève à environ 3 300, un chiffre en forte progression lié à l'intégration du réseau DSAT et aux déploiements sur de nouveaux territoires notamment Danemark et USA.

| | 31/12/2015 | 31/12/2016 | | |
|--------------------|-----------------|-----------------|------------|------------|
| | Connected sites | Connected sites | Ecart | % Var. |
| France | 1 184 | 1 076 | - 108 | -9% |
| Italie | 165 | 607 | 442 | 268% |
| Royaume-Uni | 402 | 366 | - 36 | -9% |
| Espagne | 342 | 360 | 18 | 5% |
| Allemagne | 283 | 316 | 33 | 12% |
| Danemark | | 88 | 88 | NA |
| Autriche | 75 | 72 | - 3 | -4% |
| Belgique | 43 | 68 | 25 | 58% |
| Portugal | 39 | 50 | 11 | 28% |
| République Tchèque | 10 | 48 | 38 | 380% |
| Pays-Bas | 59 | 41 | - 18 | -31% |
| Pologne | 8 | 40 | 32 | 400% |
| Suisse | 17 | 22 | 5 | 29% |
| Irlande | 21 | 20 | - 1 | -5% |
| Slovaquie | | 19 | 19 | NA |
| USA | | 84 | 84 | NA |
| Luxembourg | 2 | 6 | 4 | 200% |
| Total | 2 650 | 3 283 | 633 | 24% |

L'EBITDA s'élève à -€ 4,9 millions en 2016, contre -€ 4,6 millions en 2015, une dégradation qui s'explique principalement par les éléments ci-dessous :

- La restructuration des activités du groupe Eclair et des sociétés nouvellement rachetées.
- Le lancement de l'activité DCNA, plateforme de téléchargement de contenus vers les cinémas aux Etats Unis (-€ 0,4 millions).
- Le lancement de l'activité Eclair Inside, plateforme de financement participatif pour la restauration de films (-€ 0,4 millions).
- Le retard sur la rationalisation des plateformes de transferts de contenus vers les cinémas et les coûts de migration de réseaux en vue de l'arrêt d'un transpondeur fin mai 2017.

Du fait de l'augmentation de la charge d'amortissement liée à l'impact année pleine du groupe Eclair, et à l'intégration de DSAT, l'EBIT courant se dégrade pour s'établir à -€ 10,8 millions au 31 décembre 2016.

En termes d'éléments non récurrents, l'exercice 2016 est notamment marqué par la fermeture du site d'Epinay et son déménagement dans les locaux de Vanves, ainsi que la décision du Groupe de déprécier entièrement la technologie RBC pour -€ 7,9 millions, utilisée pour l'envoi via broadband des contenus vers les cinémas, du fait de son remplacement. L'EBT fait ainsi ressortir une perte de -€ 22,2 millions.

Exhibitor Services

Après avoir enregistré une baisse de -10,4% en 2015, le Groupe enregistre une croissance modérée en 2016 avec un chiffre d'affaires annuel en hausse de + 3% à € 61,2 millions, soit 34% des ventes du Groupe.

Cette croissance est notamment tirée par la division « Ventes et Installation » qui enregistre une progression de +4,1% de son chiffre d'affaires qui s'élève à € 50,3 millions. La division « Infogérance et Maintenance » demeure relativement stable avec un chiffre d'affaires de € 10,3 millions.

L'activité **Vente et Installation** (€ 50,3 millions) a notamment bénéficié de l'effet conjugué de plusieurs facteurs favorables:

- Malgré un marché en attente du démarrage des ventes de remplacements, le Groupe Ymagis a bénéficié en 2016 de l'ouverture de nouveaux cinémas et des investissements par les exploitants dans de nouvelles technologies ;
- L'effet année pleine des sociétés R2D1 et Projecson, entrées dans le périmètre de consolidation respectivement en juillet et octobre 2015.

La baisse de l'EBITDA s'explique en particulier par la sous performance de certains pays, notamment l'Italie et la Hongrie.

L'EBIT est impacté par l'amortissement des éléments incorporels identifiés dans le cadre de l'affectation du goodwill sur dcinex pour € 0,2 millions.

Dans un contexte de marché de renouvellement très concurrentiel (en particulier en Allemagne et en France) et qui tarde à se matérialiser, le résultat avant impôt ressort à -€ 1 million.

Ce décalage du marché de renouvellement n'a pas permis au pôle d'équilibrer son exploitation en 2016. Néanmoins des signaux positifs sont donnés au premier trimestre 2017 (Portugal, France), en particulier grâce à l'intérêt généré par EclairColor qui se concrétise par des premiers renouvellements accélérés vers des appareils compatibles avec EclairColor.

EFFECTIFS

Les deux tableaux ci-dessous détaillent les effectifs et leur évolution par pays et par secteur entre le 31 décembre 2015 et le 31 décembre 2016 :

Evolution des effectifs par pays

| <u>Pays</u> | <u>31-déc.-16</u> | <u>31-déc.-15</u> | <u>Ecart</u> | <u>%Var</u> |
|-----------------------|-------------------|-------------------|--------------|-------------|
| France | 351 | 353 | -3 | 0 |
| Belgique | 82 | 83 | -1 | 0 |
| Allemagne | 89 | 65 | 24 | 0 |
| Espagne | 102 | 52 | 50 | 1 |
| Royaume Uni | 18 | 15 | 3 | 0 |
| Pays-Bas | 14 | 13 | 1 | 0 |
| Autriche | 6 | 5 | 1 | 0 |
| Italie | 5 | 6 | -1 | 0 |
| Etats-Unis | 4 | 3 | 1 | 0 |
| Autres territoires | 57 | 38 | 19 | 1 |
| Total Effectif | 726 | 631 | 95 | 15% |

En Allemagne et en Espagne, la progression des effectifs reflète essentiellement l'effet de l'acquisition des sociétés Cine Logistics en janvier 2016, Christa Kistner en juin 2016 et Tecnison en novembre 2016.

Evolution des effectifs par secteur

| <u>Pays</u> | <u>31-déc.-16</u> | <u>31-déc.-15</u> | <u>Ecart</u> | <u>%Var</u> |
|-----------------------|-------------------|-------------------|--------------|-------------|
| | <u>Total</u> | <u>Total</u> | | |
| VPF | 15 | 17 | -2 | -9% |
| Content Services | 452 | 367 | 84 | 23% |
| Exhibitor Services | 260 | 247 | 13 | 5% |
| Total Effectif | 726 | 631 | 95 | 15% |

La progression des effectifs par secteur reflète l'effort et les investissements faits par le Groupe pour renforcer les pôles dédiés aux activités de Services.

**DEMANDE D'ENVOI
DE DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES**

Je soussigné :

NOM ET PRENOM _____

ADRESSE _____

Propriétaire de _____ action(s) sous la forme :

- nominative,

prie la Société **YMAGIS**, de lui faire parvenir, en vue de l'Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2017 les documents visés par l'article R.225-83 du Code de commerce

A _____, le / / 2017

Signature

NOTA : En vertu de l'alinéa 3 de l'Article R 225-88 du Code de commerce les actionnaires titulaires de titres nominatifs peuvent, par une demande unique, obtenir de la Société l'envoi des documents visés à l'Article R.225-83 dudit Code à l'occasion de chacune des Assemblées d'actionnaires ultérieures.»

**Cette demande est à retourner à BNP Paribas Securities Services
C.T.S – Assemblées – 9 rue du Débarcadère – 93751 Pantin Cedex**